



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le Planning Familial des Alpes Maritimes alerte sur les violences faites aux femmes dans le département et enjoint le gouvernement à lutter activement contre les féminicides.

Nous prenons la parole à la suite de deux terribles drames survenus dans notre département.

Le 4 juin dernier, le 40^e féminicide a eu lieu au Cannet avec le meurtre par balle d'une femme quinquagénaire par son ex-compagnon, et ce jeudi 30 juillet à Cannes La Bocca, nous recensons le 57^e féminicide. C'est le meurtre d'une jeune femme de 27 ans, tuée de plusieurs coups de couteau au coeur et au thorax par son compagnon. En 2019, nous n'oublions pas non plus le meurtre de cette jeune fille de 21 ans à Cagnes-sur-Mer qui fut la 100^e victime et dont le corps a été retrouvé sous des débris. Toutes nos pensées vont vers leurs familles, nous leur présentons nos sincères condoléances.

Les victimes de féminicides sont des femmes tuées en raison de leur genre. Ces femmes sont tuées parce qu'elles sont des femmes.

Elles sont victimes du système de domination masculine et d'inégalités de genre, légitimées par notre construction sociale. Victimes d'une société perpétuant des représentations sexistes et machistes, qui relègue les femmes au rang d'objet que l'on peut posséder et détruire et que l'on doit contrôler dans leur vie privée, publique et sexuelle. Ces meurtres sont le stade ultime de l'engrenage de la violence conjugale dont les mécanismes, bien connus, peuvent être stoppés avec les moyens que nous demandons et qui ont été promis par le gouvernement.

Ces femmes, victimes de la violence de leurs compagnons ou ex-compagnons, subissent une mise à mort à la suite d'une « non-assistance à personne en danger » de la part du gouvernement. Il n'est plus rare d'entendre que les victimes ont soit porté plainte, soit qu'elles se sont enfuies et ont dû retourner dans leur domicile à cause d'un manque de moyens, quand cela n'est pas un manque d'intérêt de nos politiques, de la police et de la justice.

Aujourd'hui nous comptons nos mortes car sans cela, le gouvernement continuerait à nous laisser mourir dans le silence et l'anonymat. Nous nous adressons au gouvernement dont l'appareil policier et judiciaire signe son échec pour la protection des victimes et la prévention des violences.

Nous, le MFPF06, nous insurgeons contre l'inaction gouvernementale et ses mesurette qui ne sont que des effets d'annonces.

Gouverné.e.s par des hommes qui protègent des hommes, voilà la situation d'aujourd'hui, et qui ressemble à celle d'hier. Or nous refusons que cette situation se poursuive demain. Nous ne voulons plus compter nos mortes.

Pour en finir avec ce triste décompte nous exigeons :

- La mise en œuvre immédiate des mesures prévues par la loi et qui sont très peu appliquées :
 - L'usage des bracelets électroniques,
 - L'accès facilité aux téléphones grands dangers,
 - La généralisation des plaintes à l'hôpital
 - L'augmentation des places d'hébergements décentes

Nous exigeons :

Des moyens financiers et humains pour les associations de terrains qui voient actuellement leurs subventions baisser,

- Pour assurer leur mission de prévention dans les écoles, collèges, lycées, universités, foyers jeunes travailleurs, foyers de l'enfance, auprès des structures accueillant des personnes en situations de handicap et des associations de quartier,

- Pour assurer leurs missions la formation des professionnels concernés : Police, Justice, Social, Éducation.

Pour arrêter ce cycle infernal nous avons besoin de vraies mesures et de vrais moyens.

Nous demandons un budget national d'un milliard d'euros réel, et non pas un milliard de promesses électorales.

Nous restons en alerte et plus déterminées que jamais et nous espérons que le gouvernement en fera de même en respectant ses promesses.

Mobilisons-nous !

Le Planning Familial 06

Co-signataires : Habitat & Citoyenneté, le MRAP06, Association pour la Démocratie à Nice.